



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 9 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 décembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme FLORENTIN à Mme HERMILLY, M. ELIAS à M. BALDES, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM

Etait absente:

Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 21
Conseillers votants : 26

Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 0

11 – SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS - DETERMINATION DES COURS D'EAU ET DU LINEAIRE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Les statuts du « Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais » (SGBVMB) ont été approuvés en conseil municipal du 17 décembre 2013 et ratifiés par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2013.

L'article 8, aliéna 2 desdits statuts porte sur la répartition financière entre les communes. A ce titre, il convient de déterminer les ruisseaux à confier au SGBV du Moron et du Blayais ainsi que le linéaire correspondant.

Il est donc proposé au conseil municipal de retenir :

- Le ruisseau du SAUGERON pour 2 200 mètres linéaires de berges.

La commission n°6 (Equipe- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/12/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20141209-18595-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK